

notable par rapport aux mesures adoptées à Helsinki en 1975 qui avaient, elles aussi, pour objet d'accroître la confiance en Europe.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les questions de limitation des armements, tant classiques que nucléaires, ont été au centre des relations Est-Ouest en Europe, et elles ont fait l'objet de pourparlers multilatéraux et bilatéraux. Au nombre des facteurs décisifs ayant influé sur l'issue de ces différents débats (y compris celui de Stockholm), mentionnons la présence à la table des négociations des deux superpuissances et l'état de leurs relations mutuelles au fil des années. À Stockholm, le désir exprimé à l'unanimité par tous les participants de réduire les risques de guerre a favorisé la conclusion entre les superpuissances d'un nombre suffisant d'ententes de coopération pour que l'on puisse parvenir à un consensus.

Les différents progrès enregistrés en Europe en matière de limitation des armements au cours des dernières décennies ne se sont pas faits sans difficultés, essentiellement en raison d'un ensemble de problèmes extrêmement complexes. Outre les questions traditionnelles de sécurité, telles que le déséquilibre entre les deux blocs quant à la structure des forces, les concepts stratégico-opérationnels divergents et les perceptions différentes du niveau des forces armées, il fallait aussi prendre en compte l'ensemble des questions politiques, diplomatiques, économiques et humaines. Les négociateurs réunis à Stockholm n'ont même pas essayé de résoudre l'un ou l'autre de ces problèmes. L'entente qu'ils ont conclue ne porte nullement atteinte à la souveraineté des nations signataires, pas plus qu'elle ne compromet leurs intérêts en matière de sécurité. Il s'agit en revanche d'un document qui favorise un renforcement de la confiance mutuelle entre les parties et qui leur permet d'atténuer certains soupçons susceptibles de déboucher sur de dangereuses erreurs de calcul.

LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM ET LA LIMITATION DES ARMEMENTS

On a pu constater, à l'occasion de la CDE, que la sécurité et la limitation des armements n'étaient pas des questions qui s'excluaient l'une l'autre, mais plutôt qui allaient de pair. "Les ententes en matière de limitation des armements doivent être évaluées essentiellement en regard de leur contribution au maintien d'un équilibre militaire stable entre l'Est et l'Ouest",⁵ et l'on reconnaît implicitement que "même un accord global de limitation des armements ne suffira pas à mettre un terme au contentieux politique"⁶ qui oppose depuis longtemps l'Est et l'Ouest. Les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité (MPAC) qui ont été adoptées à Stockholm auront des répercussions

politiques: en effet, elles aident à instaurer un climat de confiance en favorisant un accroissement des communications et de la franchise entre les parties pour ce qui est de leurs activités militaires respectives.

La conférence de Stockholm représente une étape supplémentaire dans le processus multinational, puisque l'on est passé des MPAC dites de la "première génération", adoptées à Helsinki, à un régime de mesures nouvelles à caractère plus exécutoire, qui vont peut-être réussir davantage à limiter les risques de conflit armé. D'un point de vue politique, c'est un résultat qui, d'une part, peut favoriser la diminution des tensions entre l'Est et l'Ouest et l'émergence d'une relation plus constructive, et qui, d'autre part, peut faciliter les progrès dans un domaine plus délicat, soit les réductions d'armements proprement dites.

LES DIVERGENCES D'INTÉRÊTS ENTRE L'EST ET L'OUEST

Les politiques fondamentales des États sont dictées par un certain nombre d'objectifs à court et à long terme, qui reflètent les intérêts nationaux vitaux.⁷ Dans le cas des superpuissances et des deux alliances militaires, soit l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Organisation du Pacte de Varsovie (OPV), cette réalité a donné lieu à des antagonismes peu propices à la limitation des armements. Ces conflits, qui sont rendus plus aigus encore par l'absence de contact entre l'Est et l'Ouest, par le climat traditionnel de méfiance et par la rhétorique publique, sont on ne peut plus réels, et ils dérivent de divergences historiques fondamentales. Il ne s'agit pas uniquement de différends politiques relatifs à des questions d'idéologie, de justice et de liberté. Si les Occidentaux se sont toujours méfiés des visées militaires des pays de l'Est, c'est essentiellement en raison de la division actuelle de l'Europe, que l'on dit "être le résultat des impératifs militaires et politiques des Soviétiques",⁸ et à cause du principe communiste voulant que le capitalisme doive nécessairement disparaître.⁹ Les pays de l'Est, pour leur part, prennent le contre-pied de cette attitude, et voient à l'Ouest une menace pour leur système.

Même si la CSCE a effectivement servi de tribune pour la limitation des armements, il n'est pas surprenant, compte tenu des divergences entre les parties, qu'on ait retrouvé autour de la table des négociations des interlocuteurs qui employaient le même vocabulaire, mais pour exprimer des idées différentes. Ainsi, le seul moyen pour l'Est et l'Ouest de parvenir à des compromis mutuellement acceptables consiste bien souvent à recourir à des formules ambiguës qui garantissent parfois dans une seule et même disposition, tous les éléments de leurs positions